



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KLOOSTERBOER

Zone industrielle de la Motte du Bois
62440 Harnes

Références : MH/SV équipe 4-101-2024
Code AIOT : 0007003824

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement KLOOSTERBOER implanté Zone industrielle de la Motte du Bois 62440 Harnes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la visite de mise en service du bâtiment 2 mis en exploitation en Mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KLOOSTERBOER
- Zone industrielle de la Motte du Bois 62440 Harnes
- Code AIOT : 0007003824

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations sont destinées au stockage de produits alimentaires surgelés provenant principalement de l'établissement Mc Cain (site voisin). Le site est composé de deux bâtiments dits de "grande hauteur".

Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 9 mars 2021 modifié. Il est classé à autorisation au titre de la rubrique 4735 relative à la présence d'ammoniac dans l'installation de production de froid.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site a fait l'objet d'un changement de dénomination commerciale. Ne s'agissant pas d'un changement d'exploitant, l'Inspection propose de prendre acte de la nouvelle dénomination commerciale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bassin de confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 23/12/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Moyen d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Organisation des exercices	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Visite et contrôles des installations	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les fréquences de contrôle des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie sont respectées. Toutefois, si l'exploitant a bien pris en compte les différentes remarques établies lors de ces contrôles, il apparaît que certaines actions

nécessitent d'être justifiées par la production de documents. D'autres actions nécessitent quant à elles d'être planifiées et doivent faire l'objet d'un plan d'actions et d'un suivi de leur réalisation.

L'exploitant transmettra l'ensemble des justificatifs des actions déjà réalisées et proposera un plan d'actions pour les actions à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : [...]Le curage des regards de visite et bouches d'égouts est effectué 2 fois par an. Le curage des bassins de stockage des eaux recueillies est effectué au minimum tous les 5 ans. [...]
Constats : L'exploitant a fourni en amont de la séance les derniers justificatifs de prestation de curage des canalisations, grilles, deshuileur et fosse septique effectués en début d'année 2024. Les bassins de stockage des eaux recueillies ayant été mis en service 2023 suite à la modification de l'ancien bassin de stockage (passage de 1 à 2 bassins et modification des capacités avec remodelage des profils), et ceux-ci datant de moins de 5 ans, la périodicité de curage de 5 ans n'est donc pas à ce jour atteinte. A ce titre, aucune présence excessive de boues ou d'éléments indésirables n'a été constatée dans les bassins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/12/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : [...] bassin étanche n°1 de 2 511 m ³ de tamponnement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie, en limite Ouest du site ; ce bassin est doté d'une vanne de sectionnement.[...] [...] bassin étanche n°2 de 1 120 m ³ à vocation de tamponnement des eaux pluviales et de rétention des eaux d'extinction incendie, aménagé à proximité du bassin n°1, côté Nord de ce dernier[...]
Constats :

<p>Lors de l'inspection visuelle des bassins, il a été constaté que le revêtement permettant l'étanchéité du bassin N°1 a été endommagé en partie haute. L'exploitant a expliqué en séance que celui-ci allait être refait (La réception des bassins n'est à ce jour pas encore faite par l'exploitant, car des réserves ont été émises au fournisseur sur ce sujet).</p> <p>La vanne de sectionnement fait l'objet d'un contrôle régulier de son fonctionnement, reporté sur le logiciel de suivi GMAO.</p> <p>Le volume de rétention est garanti par l'asservissement des pompes de relevage a une hauteur prédéfinie.</p> <p>L'arrêt des pompes est asservi à la détection incendie afin de confiner les eaux d'extinction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier du dernier contrôle de fonctionnement des pompes et vannes d'isolement, ainsi que des volumes de rétentions des bassins.</p> <p>L'exploitant devra justifier des réparations effectuées et des réserves émises sur la réception des bassins.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Moyen d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un débit d'extinction minimal de 780 m3/h pendant 2 heures, soit un volume total de 1560m3. Ce volume doit être disponible en permanence dans un rayon de 150m, à plus de 30 m du risque à défendre et en dehors des flux thermiques, et accessible par voies carrossables. Il pourra être assuré par un dispositif constitué de 6 poteaux incendie normalisés (section 100 mm) présents sur site à moins de 100m des bâtiments grande hauteur (4 alimentés depuis la réserve du site industriel voisin Mc Cain (qui seront peints en couleur jaune (RAL1021) en raison de la pression dynamique susceptible d'être supérieure à 8 bar) et 2 poteaux alimentés par le réseau public incendie de ville (normalisés NFS 61.213, section 100 mm) ou en tout ou partie, par un dispositif permettant de satisfaire le débit requis pendant 2 heures et soumis préalablement à l'avis des Services de secours (cuves verticales aériennes avec raccords normalisés, bâches souples associées à des poteaux d'aspiration...). Les moyens supplémentaires requis pour le bâtiment KBH2 sont implantés en dehors des flux thermiques 5kW/m². <p>Les poteaux incendie doivent être conformes au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie implantés en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 m d'une telle voie ; ils doivent pouvoir délivrer un débit unitaire compris entre 60m3/h et 120 m3/h en fonctionnement simultané pendant deux heures sous une charge restante de 1 bar, avec une pression dynamique maximale de 8 bar (pression maximale pouvant nécessiter</p>

de l'exploitant la mise en place de réducteurs de pression).[...]
[...]Les emplacements des poteaux incendie et des aires de pompage doivent être matérialisés au sol et au niveau même des installations, et aussi être signalés et balisés depuis l'accès au site. [...]
[...]- des robinets d'incendie armés (RIA) de diamètre 40 mm ou 33 mm, répartis dans les zones BBH1 et BBH2, hors zones de stockage tampon ST1, ST2 et de préparation des commandes, et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées, sauf à l'intérieur des chambres à température négative pour lesquelles certaines zones pourront n'être couvertes que par une seule lance, depuis les appareils situés à l'extérieur des chambres près des accès. Ils sont utilisables en période de gel. Les RIA sont accessibles et leurs abords sont maintenus constamment dégagés ; leurs emplacements sont signalés de manière visible. [...]
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose au total de 8 poteaux incendie dont 2 sont alimentés par le réseau public (peints en rouge) et 6 par l'entreprise Mc Cain (peints en jaune car surpressés).</p> <p>Un test d'aspersion a été réalisé par le SDIS en mars 2023, ce test a permis au SDIS de faire part de plusieurs remarques, qui ont été listées dans un rapport rédigé par l'exploitant (celui-ci a été transmis en amont de la séance)</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que plusieurs poteaux incendie n'étaient pas signalés et balisés, les aires de stationnement de pompage (intervention SDIS) ne sont pas matérialisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier du contrôle des débits d'extinction minimal pour chacun des poteaux incendie.</p> <p>L'exploitant devra justifier d'un plan d'action et/ou des actions découlant des remarques du SDIS lors du test d'aspersion réalisé en mars 2023.</p> <p>L'exploitant devra justifier d'un plan d'action concernant les constats de non signalisation/balilage des poteaux incendies et aires de stationnement associées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Organisation des exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation exercice
Prescription contrôlée :

<p><u>[...]Exercice d'évacuation du personnel</u></p> <p>Dans le trimestre qui suit la mise en service des installations associées à KBH2, l'exploitant organise un exercice d'évacuation du personnel.</p> <p>Un exercice d'évacuation du personnel est réalisé ensuite au moins semestriellement, en période caractérisée par une forte présence de personnel.</p> <p>Chaque exercice d'évacuation du personnel fait l'objet d'un compte-rendu écrit et fait l'objet d'un examen de retour d'expérience dont les conclusions doivent aboutir le cas échéant à la mise en place d'actions correctives. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de la séance, le rapport du dernier exercice d'évacuation du personnel réalisé conjointement avec le SDIS le 24 Octobre 2023. Dans ce rapport, des points d'améliorations ont été identifiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier d'un plan d'action et des actions déjà réalisées concernant les points d'amélioration identifiés dans le rapport d'évacuation, celui-ci communiquera également la date du prochain exercice d'évacuation du personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection de l'environnement, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Tous les dispositifs de détection et les moyens d'intervention sont vérifiés au moins une fois par an. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de la séance les rapports de vérifications des extincteurs, RIAs, détection incendie SSI, sprinklage, portes coupe-feu et désenfumage effectuées en 2023 et début 2024.</p> <p>Le rapport de vérification des extincteurs fait mention de la non vérification de 3 extincteurs.</p> <p>Le rapport des RIA et sprinklage n'est pas rédigé en français ainsi que la conclusion de conformité de ceux-ci.</p> <p>Le rapport de vérification des portes coupe-feu et désenfumage du bâtiment 1 (LH1) fait mention</p>

<p>de plusieurs non-conformités qui ont été traitées en juillet 2023, une non-conformité est toujours en attente de remise en conformité, il s'agit d'un linteau de porte coupe-feu (D0-05) qui nécessite des travaux de maçonnerie pour être remis en état.</p> <p>Le rapport de vérification du système incendie (SSI) du bâtiment 1 (LH1) en date du 19 Avril 2024 fait mention de plusieurs observations et de la non réalisation des essais d'alarmes à la demande du client.</p> <p>Le rapport de réception technique du système incendie du bâtiment 2 (LH2) en date du 27 Janvier 2023, fait mention de plusieurs observations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier de la vérification des 3 extincteurs non vérifiés lors du dernier contrôle.</p> <p>L'exploitant devra fournir le dernier rapport de vérification des RIAs et sprinklage en français avec conclusion et du plan d'action associé et/ou actions réalisées.</p> <p>L'exploitant devra justifier d'un plan d'action et/ou actions réalisées concernant la remise en état du linteau de porte coupe-feu (D0-05).</p> <p>L'exploitant devra justifier des plans d'actions et/ou actions découlant des observations et non conformités identifiées dans les rapports suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport de vérification des portes coupe-feu et désenfumage du bâtiment 1 (LH1) - rapport de vérification du système incendie (SSI) du bâtiment 1 (LH1) - rapport de réception technique du système incendie du bâtiment 2 (LH2)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Visite et controles des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2021, article 8.6.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Visite et controles des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, et au moins annuellement dans le cadre d'un fonctionnement normal, chaque installation doit être vérifiée dans sa totalité. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant.</p> <p>La vérification doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p>

En séance l'exploitant a mentionné que le contrôle des installations frigorifiques a été réalisé par une entreprise extérieure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier du contrôle annuel du système de réfrigération et de la prise en compte/traitement des observations associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois